



**GHT des Alpes du Sud**

**CHICAS - Cellule des Marchés**

Tél. : 04.92.40.28.04

E-mail : [cellulemarches@chicas-gap.fr](mailto:cellulemarches@chicas-gap.fr)



SE9 N189

## **MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DANS LE CADRE DE LA RENOVATION DU CENTRE HOSPITALIER D'EMBRUN**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES N° 023-2025 (CCAP)**

**Marché à procédure adaptée passé en application des dispositions relatives aux marchés publics :  
des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique.**

**Code nomenclature DGOS : PA10DOOO**

# SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	2
<b>ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
1-1 OBJET DU MARCHE.....	3
1-2 FORME DU MARCHE.....	3
1-3 DUREE DU MARCHE.....	3
1-4 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	4
1-5 MAITRISE D'ŒUVRE (MOE) .....	4
1-6 CONTROLE TECHNIQUE (CT) .....	4
1-7 TIERS INTERESSES.....	4
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>5</b>
2-1 PIECES CONTRACTUELLES.....	5
2-2 ASSURANCES .....	5
2-2.1 Responsabilité civile.....	6
<b>ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION .....</b>	<b>6</b>
4-1 LIEU ET CONDITIONS D'EXECUTION .....	6
DELAI ET LIVRABLES ATTENDUS .....	6
4-2 SOUS-TRAITANCE - COTRAITANCE .....	6
<b>ARTICLE 5 – ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT .....</b>	<b>8</b>
8-1 ACOMPTES .....	8
8-2 SOLDE.....	9
8-3 CONDITIONS DE PAIEMENT.....	9
<b>ARTICLE 9 – PENALITES.....</b>	<b>9</b>
9-1 PENALITES DE RETARD .....	10
9-2 AUTRE PENALITE.....	10
<b>ARTICLE 10 – RESILIATION DU MARCHE – EXECUTION PAR DEFAULT.....</b>	<b>10</b>
10-1 RESILIATION.....	10
10-2 EXECUTION PAR DEFAULT.....	10
<b>ARTICLE 11 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12 – CONTESTATIONS ET LITIGES.....</b>	<b>11</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ**

### **1-1 Objet du marché**

La présente consultation a pour objet un marché pour une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé dans le cadre du projet de rénovation du Centre Hospitalier D'Embrun.

Les travaux seront réalisés au sein du site hospitalier d'Embrun. A ce titre, toutes les dispositions nécessaires pour la protection et l'hygiène des personnels de l'établissement ainsi que de ses visiteurs seront implicitement dues sans restriction.

La description des missions et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1-2 Forme du marché**

Pouvoir adjudicateur :

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS), établissement support du  
GHT des Alpes du Sud :  
1, place Auguste Muret  
B.P. 101  
05007 GAP Cedex  
Représenté par Monsieur Nicolas RAZOUX, Directeur d'établissement.

Maître d'ouvrage :

Centre Hospitalier d'Embrun  
8 rue Pierre et Marie Curie  
05200 Embrun  
Représenté par Madame Blanche PUJOS, Directrice Déléguée de l'établissement

Ce marché à procédure adaptée est passé en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4, R. 2123-5 et R. 2123-8 du Code de la Commande Publique, pour un montant inférieur à 221 000 HT €.

Les prestations sont exécutables dès la notification du marché.

### **1-3 Durée du marché**

Le marché débute à sa notification et se termine en fin d'année de parfait achèvement des travaux ou au plus tard après la levée de la dernière réserve des marchés de travaux si celle-ci a lieu lors de la prolongation du délai de garantie.

Le marché est conclu pour une durée initiale couvrant la période allant de sa notification jusqu'à la fin de l'année suivant la réception des travaux (période de parfait achèvement).

Il est reconductible tacitement par périodes successives de douze (12) mois, sauf notification contraire du pouvoir adjudicateur adressée au titulaire au moins deux (2) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

#### **1-4 Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

#### **1-5 Maîtrise d'œuvre (MOE)**

La mission de Maîtrise d'Œuvre est portée par un groupement d'entreprise composé des sociétés Tourre Sanchis Architectes (mandataire), UNIC Architecture, OTCE, BET LAMOUR, GOAVEC, ESCANDE et Archemed.

#### **1-6 Contrôle technique (ct)**

Les travaux de l'opération « Nouvel Hôpital d'Embrun » sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues aux articles L.125-1 à L125-6 du Code de la construction et l'habitation, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les interventions confiées au contrôleur technique concernent des missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes approuvés par décret n°99-443 du 28 mai 1999.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Le Titulaire du marché de CT est la société : Socotec (Agence de Gap). Le Contrôleur Technique désigné sur l'opération est Monsieur ESPITALLIER.

#### **1-7 Tiers Intéressés**

Les Tiers intéressés sont les organismes que le Titulaire se doit de solliciter en temps utile pour prendre en compte leurs exigences dans le cadre du projet. Il s'agit notamment :

- De l'AMO technique de l'opération : L'AMO technique de l'opération a une mission de contrôle de l'avancement et suivi des études, d'assistance pour la passation des marchés de travaux, de contrôle de l'avancement et suivi des travaux, jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement. La mission d'AMO technique est portée par la société A2MO.
- De l'Assistant au Représentant du Pouvoir Adjudicateur (ARPA) est chargé de l'élaboration des dossiers de consultation des différents prestataires à mettre en place pendant toute la durée de l'opération, ainsi que du suivi des différentes procédures de passation. Il est également chargé d'une mission de conseil global sur le suivi des marchés et d'une mission d'assistance en ingénierie administrative et financière. La mission d'Assistance au Représentant du Pouvoir Adjudicateur (ARPA) est réalisée par le Cabinet Clément & Associés.
- De l'accompagnateur BDM : En vue de la labélisation de l'opération « Nouvel Hôpital d'Embrun » au label BDM, un accompagnateur BDM accompagne le

Maître d'ouvrage. Le titulaire de la mission d'Accompagnateur BDM est la société AB SUD Ingénierie et TRAME.

Ces différents intervenants n'appartenant pas à la Maîtrise d'ouvrage, toute demande émanant de l'un ou l'autre (communication de document, prestation dérogeant au programme) doit faire l'objet d'un signalement à la Maîtrise d'ouvrage, pour gestion de la demande. Toute demande de la part d'un utilisateur ou d'un gestionnaire qui serait honorée par le Titulaire sans avis préalable de la Maîtrise d'ouvrage engage sa responsabilité. La Maîtrise d'ouvrage pourrait en demander l'annulation, la démolition, le remplacement, aux frais du Titulaire, sans que celui-ci puisse élever de réclamation.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

### **2-1 PIECES CONTRACTUELLES**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- Un modèle d'annexe financière à l'acte d'engagement (bordereau de prix) à ajuster si besoin selon vos prestations
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières dont les exemplaires sont conservés dans les archives du Pouvoir Adjudicateur font seule foi ;

En cas de contradiction entre les documents qui précèdent ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

### **2-2 ASSURANCES**

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché.

Il doit justifier, au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ce contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Il devra s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Durant l'exécution du marché, il doit produire à toute demande du Centre Hospitalier une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le défaut d'assurances entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du coordonnateur SPS titulaire.

## **2-2.1 Responsabilité civile**

Chaque entrepreneur intervenant dans l'opération à un titre quelconque et quelle que soit sa situation juridique, doit être titulaire d'une police personnelle de responsabilité civile, couvrant les dommages de toute nature aux tiers :

- pendant la durée des travaux du fait du chantier,
- après réception des travaux,
- du fait d'un événement dommageable pour les tiers occasionné par ses travaux, son personnel ou ses matériels.

L'attestation de sa compagnie d'assurance doit dater de moins de 3 mois et indiquer que la police ci-dessus définie est en bon état de validité et que l'entrepreneur lui-même est en règle de paiement des primes exigibles.

Cette attestation devra préciser, outre l'identité de la compagnie d'assurance, le numéro de la ou les polices, le montant des franchises ; elle devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI, cette police devra comporter une garantie suffisante et en rapport avec l'opération et les travaux. Le maître d'ouvrage se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de responsabilité civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

## **ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION**

### **4-1 Lieu et conditions d'exécution**

Les travaux seront réalisés en site occupé.

Délai et livrables attendus :

Prestations principales	Délais indicatifs
Ouverture du registre journal	10 jours après notification
Examen des dossiers de conception	10 jours
Élaboration du PGC SPS	10 jours
Compte-rendu de visite / inspection	Sous 2 jours ouvrés
Harmonisation des PPSPS	5 jours
Remise du DIUO final	15 jours après réception des travaux

### **4-2 Sous-traitance - Cotraitance**

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG.PI, la prestation de coordination SPS étant intuitu personae, le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la prestation due au titre du présent marché. Le coordonnateur suppléant ne pourra donc pas intervenir dans le cadre d'une sous-traitance.

Le marché comprend la prestation SPS relative à la phase conception et celle relative à la phase réalisation de l'ouvrage. Il sera conclu avec un prestataire unique ou avec deux co-traitants groupés conjoints. Dans ce dernier cas de figure, les prestations relatives à chaque phase seront confiées à l'un des deux cotraitants. Le mandataire du groupement ne peut pas être solidaire de l'autre co-traitant.

Pour chacune des deux phases de prestation, l'acte d'engagement précisera l'offre du prestataire cotraitant susceptible d'exécuter chaque prestation.

### **4-3 Visite des lieux**

#### **Une visite du site est obligatoire.**

Les candidats doivent prendre rendez-vous auprès de M. Rodolphe BRUXER, à l'adresse suivante : [rodolphe.bruxer@chicas-gap.fr](mailto:rodolphe.bruxer@chicas-gap.fr)

La participation à cette visite fera l'objet d'un certificat de visite, établi et signé sur place, que le candidat devra joindre impérativement à son offre. À défaut, l'offre pourra être déclarée irrégulière.

### **ARTICLE 5 – ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS**

En application de l'article 20 du CCAG-PI, la personne responsable du marché se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché, sans indemnité, dans le cas où il ne serait pas donné suite à l'opération.

### **ARTICLE 6 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE**

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations personnelles de santé, techniques, financières, ou organisationnelles, et documents auxquels il aurait accès dans le cadre du présent marché.

Sauf autorisation préalable écrite de l'acheteur, le titulaire s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à quiconque, et de quelque façon que ce soit, toutes informations de quelque nature qu'elles soient, reçues directement ou indirectement de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à informer son personnel, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels du caractère confidentiel des informations reçues et veille au respect de ladite confidentialité.

Le Centre Hospitalier s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Après l'exécution complète du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des informations et documents transmis par le Centre Hospitalier ou élaborés pour les besoins du marché, et à ne conserver aucune copie des dites informations ou desdits documents.

Cette confidentialité devra être respectée conformément à la durée légale ou réglementaire relative au contenu concerné notamment par les données nominatives de santé.

### **ARTICLE 7 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

Le marché est conclu au prix figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement : ce prix est global et forfaitaire.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des prestations demandées au présent marché. Il tient compte du temps de participation et de collaboration aux études du maître d'œuvre, de réunions avec la maîtrise d'ouvrage pour la mise au point des dossiers d'études, de la préparation du chantier et des déplacements, visites d'inspection communes et participation aux réunions de chantier, etc...

Le prix est réputé comprendre aussi toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que l'assurance et tous les frais afférents à l'exécution de la prestation.

Le prix ne peut comporter de supplément d'aucune sorte, notamment pour frais de facturation.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Les prix de chacune des missions sont fermes pour toute la durée du marché.

## **ARTICLE 8 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Les paiements seront effectués selon les modalités de répartition suivantes, en fonction de l'avancement des prestations :

Signature du contrat	5 %
Remise du PGC SPS	20 %
Démarrage des travaux	10 %
En cours de travaux	60 %
Remise du DIUO	5 %

### **8-1 ACOMPTES**

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Les prestations d'une durée d'exécution supérieure à 3 mois peuvent donner lieu au versement d'acomptes.

Le montant de ces acomptes sera déterminé par le représentant du maître d'ouvrage en fonction de la production par le titulaire d'un compte-rendu d'avancement des prestations, présentant le montant estimé de l'acompte et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes. Il joint, si nécessaire, les pièces justificatives, notamment les tarifs.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.



## **8-2 SOLDE**

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le coordonnateur SPS adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final sur lequel sont imputées les pénalités éventuelles.

## **8-3 CONDITIONS DE PAIEMENT**

La facture sera libellée par le titulaire après service fait à l'ordre de :

Centre Hospitalier d'Embrun  
8 rue Pierre et Marie Curie  
05200 EMBRUN

Chaque facture établie par le titulaire portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, adresse et raison sociale du créancier
- référence du marché (numéro), numéro d'opération et imputation budgétaire
- numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- désignation de la prestation
- montant déjà facturé et numéros de factures correspondantes
- montant et taux de la T.V.A.
- montant total H.T. et T.T.C.

La facture sera déposée sur le site CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) :

- N° SIRET CHE : 260 500 053 00012
- Code service : SE

Le paiement est sans escompte. Le Centre Hospitalier Buëch-Durance se libèrera des sommes dues au titulaire par l'émission d'un virement sur le compte bancaire précisé sur le marché qui interviendra dans les 50 jours à réception de la facture.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est égal aux taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, Cellule des Marchés, sous pli recommandé, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation.

## **ARTICLE 9 – PENALITES**

Le GHT des Alpes du Sud se réserve le droit d'appliquer les pénalités décrites ci-après.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont dues dès le premier euro.

## **9-1 PENALITES DE RETARD**

En cas de retard dans la remise des avis et documents prévus à l'article 3, le prestataire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 80 € HT par jour calendaire de retard.

En cas de retard du coordonnateur SPS dans la réalisation de ses prestations entraînant un décalage d'exécution ou un report de la réception de l'ouvrage et avéré par un rapport du maître d'ouvrage, le déclenchement de pénalités pour retard sera effectué après mise en demeure d'exécuter une prestation ou remettre un document.

Cette mise en demeure précisera la date après laquelle les pénalités journalières seront appliquées.

Le montant des pénalités par jour calendaire de retard est fixé à 80 € HT.

## **9-2 AUTRE PENALITE**

En cas d'absence non signalée à une réunion, le coordonnateur SPS encourt une pénalité fixée à 80 € HT.

## **ARTICLE 10 – Résiliation du marché – Exécution par défaut**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus au CCAG-PI avec les précisions suivantes :

### **10-1 RESILIATION**

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-PI la décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue provoque la résiliation du présent marché sans indemnité.

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 32 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le coordonnateur SPS et acceptées par le maître d'ouvrage sera rémunérée et réglée avec un abattement de dix pour cent (10 %) sur son montant outre l'application de pénalités ou retenues s'il y a lieu.

Il en est de même en cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du prestataire portant sur les domaines concernés par le présent marché (agréments de coordonnateur SPS).

Le GHT des Alpes du Sud pourra résilier le marché sans indemnité dans les conditions prévues au Chapitre VI du CCAG-PI cité ci-dessus :

- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles,
- en cas de liquidation judiciaire du titulaire (les offres faites par les créanciers pour la poursuite du marché pourront être acceptées sur avis de l'établissement),
- en cas de redressement judiciaire, dans le cas où le titulaire n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise.

### **10-2 EXECUTION PAR DEFAUT**

En cas d'inexécution des prestations ou de résiliation du marché prononcée aux torts du

Titulaire, le GHT des Alpes du Sud fera appel à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire du marché.

En cas de différence de prix au détriment du GHT des Alpes du Sud, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché. La diminution du prix ne profite pas au titulaire.

#### **ARTICLE 11 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dispositions du CCAG relatives aux marchés de prestations intellectuelles sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

#### **ARTICLE 12 – CONTESTATIONS ET LITIGES**

Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèveraient du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 rue de Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 06, tél. : 04.91.13.48.13, e-mail : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr).

Fait à GAP, le 27/10/2025

Pour le GHT des Alpes du Sud,

Pour le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud et par délégation,  
Le Directeur Adjoint :



Clément GIRARD



